

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

NICOLAS  
DUPONT  
AIGNAN  
2022

**LE CHIFFRAGE  
DU PROJET  
2022-2027**

2022NDA.fr

30

MILLIARDS POUR  
RÉCOMPENSER  
LE TRAVAIL ET RELANCER  
LE POUVOIR D'ACHAT

25

MILLIARDS POUR  
RELOCALISER LES EMPLOIS  
ET INVESTIR EN FRANCE

33

MILLIARDS POUR  
RECONSTRUIRE NOS  
SERVICES PUBLICS EN TOUS  
POINTS DU TERRITOIRE

17

MILLIARDS POUR  
RECONSTRUIRE L'ETAT  
RÉGALIEN ET GARANTIR  
LA PUISSANCE DE LA FRANCE

INTRODUCTION

p.4

PARTIE 1

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS :

CONSTRUIRE UNE FRANCE FORTE ET JUSTE.

p.8

PARTIE 2

LES ÉCONOMIES FONDAMENTALES RÉALISÉES :

AVOIR LE COURAGE DE RÉCUPÉRER L'ARGENT  
DES GASPILLAGES.

p.20

PARTIE 3

RECETTES SUPPLÉMENTAIRES :

GARANTIR LES RESSOURCES DE L'ETAT SANS PESER  
SUR L'ÉCONOMIE RÉELLE.

p.24

PARTIE 4

RELANCER LA CROISSANCE ET ÉTABLIR

LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES ET FISCAUX

p.28

ANNEXE

p.34

## COMMENT PASSER DU CERCLE VICIEUX DE L'APPAUVRISSMENT COLLECTIF AU CERCLE VERTUEUX DE RELANCE RELOCALISÉE ET DE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE.

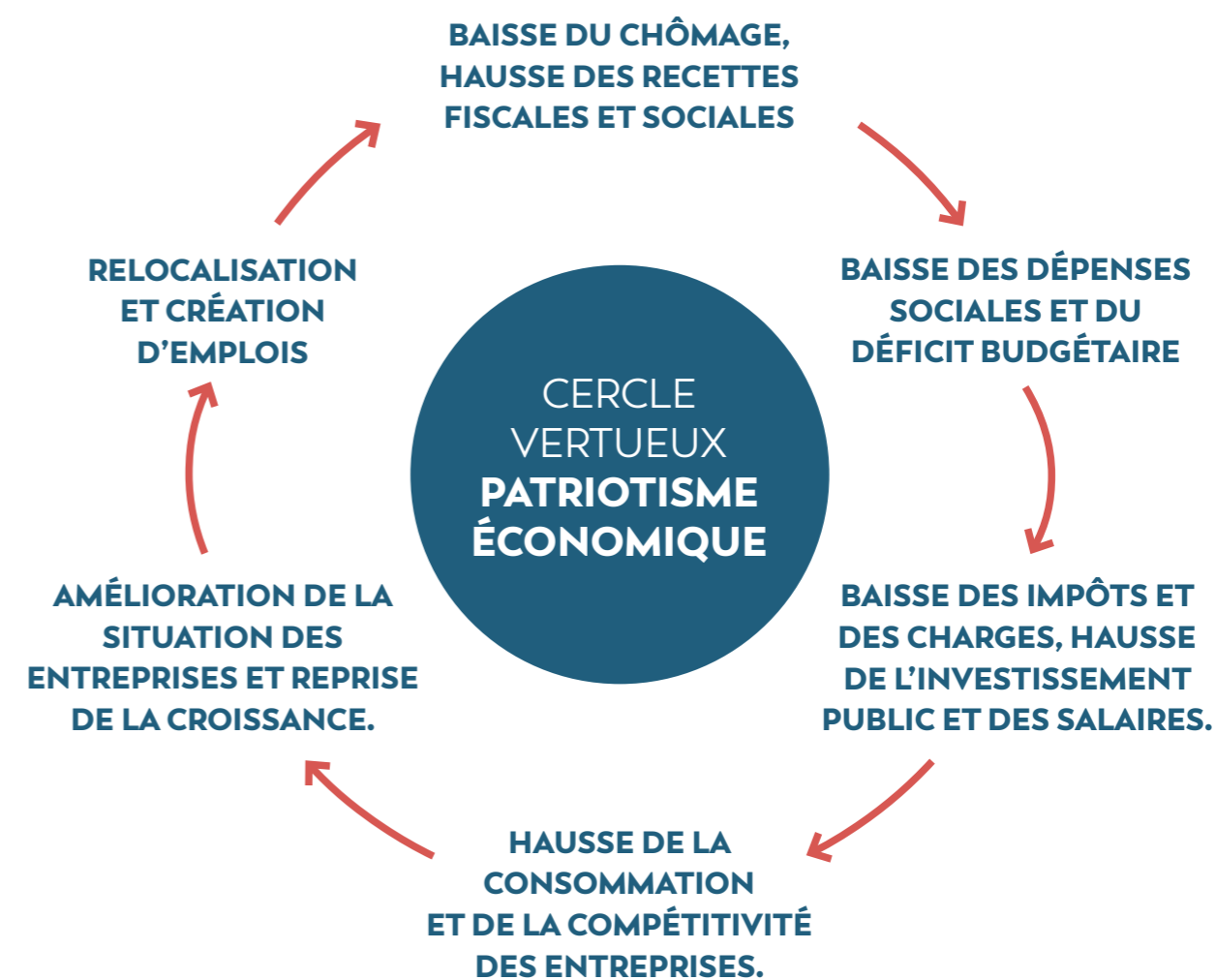
Les finances publiques de la France ont été considérablement détériorées par les politiques contre-productives menées depuis trente ans. Notre pays est piégé dans une spirale infernale de récession économique, de dégradation des comptes publics et de racket fiscal.

Faute de stratégie de patriotisme économique cohérente pour défendre nos intérêts face à la mondialisation, notre tissu industriel s'est effondré, entraînant une crise profonde et durable qui alimente le chômage de masse structurel qui frappe la France depuis les années 1980.

Les gouvernements passés cherchent à acheter la paix sociale par la dépense publique. Or, sans stratégie commerciale et industrielle, l'argent public finance en pures pertes une consommation qui se nourrit des importations à bas coûts des pays émergents et de nos principaux concurrents ! La crise Covid, et l'importation massive de masques et de tests a souligné de façon dramatique notre désindustrialisation et notre dépendance. La conséquence prévisible est l'effondrement du solde de notre balance commerciale qui a atteint 9 milliards, plancher jamais atteint, en novembre 2021.

Ceux qui passent leur vie à faire des leçons de bonne gestion et de réalisme aux Français ont tout simplement ruiné la France pour rien ! Les pseudo « réformes » des gouvernements successifs ont abîmé l'État et le service public sans jamais rétablir l'équilibre des comptes ou réduire la pression fiscale, qui l'un et l'autre, battent de tristes records. Notre pays est en quasi-faillite (déficit extérieur de 81 milliards en 2020) et les comptes publics sont dans le rouge. Le poids de la dépense publique (60% du PIB en 2021) est devenu au fil des ans trop important faute de croissance suffisante pour faire prospérer la richesse nationale.

**Nous appliquerons un projet économique, budgétaire et fiscal qui sort complètement du cadre inefficace dans lequel est piégé la France. Nous voulons opposer un cercle vertueux de relance économique par la combinaison d'un choc productif, via une baisse massive des impôts et des charges de ceux qui produisent en France, d'un choc de travail, en récompensant l'effort par une hausse du pouvoir d'achat et d'un choc d'investissements, capables de préparer l'avenir.**



Mécaniquement, ce cercle vertueux augmentera durablement la croissance et l'emploi, donc les recettes de l'État.

Il n'est pas envisageable de financer notre relance par un alourdissement des prélèvements sur les ménages ou les entreprises. En effet, il existe des gisements d'économies importants à réaliser que personne n'a eu le courage d'affronter depuis trop longtemps (fraudes sociales massives, coût de l'immigration illégale, financement de la dette, excédent versé à Bruxelles, économie des intérêts d'emprunt etc.) ainsi que des recettes fiscales supplémentaires issues de la grande fraude fiscale et de l'optimisation illégitime de certaines multinationales. Ces recettes et économies ont été détaillées dans le livre *"Où va le pognon ?"* sorti le 3 octobre 2021 écrit par Nicolas Dupont-Aignan qui est le seul candidat à avoir expliqué en détail, comment il comptait financer son programme.

**PARTIE 1**

**DÉPENSES ET  
INVESTISSEMENTS :**  
CONSTRUIRE UNE FRANCE  
FORTE ET JUSTE

# 30 MILLIARDS POUR RÉCOMPENSER LE TRAVAIL ET RELANCER LE POUVOIR D'ACHAT

## LES PRINCIPALES DÉPENSES CONCERNENT LES MESURES SUIVANTES :

→ **Accroître la différence entre ceux qui vivent du travail et ceux qui vivent de l'assistance** par une hausse substantielle des salaires équivalent à un **13<sup>e</sup> mois** sans pénaliser les entreprises (nous réduisons ainsi la différence entre le salaire brut et le salaire net en maintenant le premier mois en augmentant le deuxième). La hausse des salaires sera progressive, au fur et à mesure des recettes correspondantes. Nous accorderons 24 milliards d'€ de baisses de charges.

→ **Alléger les impôts des particuliers de 5,5 milliards d'euros immédiatement** : supprimer les droits de succession sur la résidence principale, les droits de mutation pour les primo-accédants, revenir sur le matraquage fiscal de nos anciens sous les précédents mandats : outre la ré-indexation systématique des retraites sur l'inflation, nous proposons le rétablissement des demi-parts fiscales sans condition pour les veuves, et retour sur la hausse de la CSG de M. Macron

en milliards d'euros	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<b>Récompenser le travail et augmenter le pouvoir d'achat</b>	<b>9,5</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>30</b>
Baisser les charges sociales salariales pour augmenter les salaires nets de 8% et offrir ainsi un 13 <sup>e</sup> mois aux Français	0	5	10	15	20
Baisser les charges patronales jusqu'à 3 SMIC (l'objectif d'éviter de cantonner les baisses aux salaires au SMIC et de favoriser les emplois à forte valeur ajoutée notamment industriels) et poursuivre la baisse des impôts de production	4	4	4	4	4
Améliorer la vie des retraités	2	2,5	2,5	2,5	2,5
Revenir sur une partie de la hausse de la CSG opérée par Emmanuel Macron	0,5	1	1	1	1
Permettre une validation plus souple des trimestres de cotisation vieillesse pour les femmes d'agriculteurs et de commerçant	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Rétablir la demi-part fiscale des veuves	1	1	1	1	1
Patrimoine : supprimer les droits de succession sur la résidence principale et faciliter les donations en doublant l'ensemble des plafonds d'exonération et en divisant par 2 l'ensemble des durées permettant d'être exonéré	2	2	2	2	2
Supprimer les droits de mutation pour les primo-accédants	1	1	1	1	1
Réduire le délai permettant d'être exonéré d'impôts sur les plus-values et cotisations immobilières à 10 ans.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

# 25 MILLIARDS POUR RELOCALISER LES EMPLOIS ET INVESTIR EN FRANCE

## LES PRINCIPALES DÉPENSES CONCERNENT LES MESURES SUIVANTES :

→ **15 milliards d'€ de baisses d'impôts et charges pour les entreprises qui produisent en France** : créer un million d'emplois en allégeant les charges, en donnant un bonus fiscal et en assurant des subventions aux entreprises qui relocalisent ou s'installent en France.

→ **7 milliards d'€ pour préparer la France à relever les défis de demain** : investir massivement dans la recherche scientifique afin de convertir les inventions en innovations industrielles, créer un nouveau paradigme écologique (financé par l'arrêt des subventions aux éoliennes), soutenir nos agriculteurs et se doter d'une vraie stratégie maritime.

→ **2,5 milliards d'€ pour sauver notre agriculture et 1 milliard pour une politique de la Mer.**

	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<i>en milliards d'euros</i>					
<b>Produire en France et faire de notre pays une terre d'emploi et d'innovation</b>	<b>21,5</b>	<b>23,5</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
Baisser les impôts et charges pour les entreprises qui produisent en France	12	14	15,5	15,5	15,5
Baisse de charges conditionnée à une implantation sur le territoire Français	6,5	8,5	9,5	9,5	9,5
Accorder un crédit d'impôt production pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français (diviser par 2 l'IS des entreprises qui réinvestissent leur bénéfice en France)	3	4	5	5	5
Exonérer de charges pendant 5 ans le CDI d'un chômeur de longue durée	2	3	3	3	3
Baisser le taux d'IS d'1% pour 2% d'actionariat salarié dans une limite de 10 points de baisse d'IS.	1	1	1	1	1
Stimuler la croissance des Jeunes Entreprises Innovantes par un dispositif 0 charges	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds d'aide à l'industrialisation et à la relocalisation	5	5	5	5	5
Faciliter la transmission d'entreprises en les exonérant de droits de succession et de donation sur 90% de leur valeur (75 % aujourd'hui) et suppression pour les terres agricoles et viticoles	0,5	0,5	1	1	1
Soutenir notre agriculture de proximité	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Créer un fonds de désendettement et soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et poursuivre les incitations fiscales à l'intention de ces derniers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Alléger les cotisations sociales agricoles qui pèsent sur nos exploitations et leur font perdre des parts de marché	2	2	2	2	2
Préparer la France à relever les défis de demain	7	7	7	7	7
Accompagner l'innovation au service des entreprises et faire de la France le paradis des chercheurs	2	2	2	2	2
Développer une écologie patriote (renouvellement des véhicules, plan isolation) financée par la fin du financement de l'éolien et du solaire dans le cadre de la CSPE	4	4	4	4	4
Remplacer les 10 millions de véhicules les plus énergivores en 10 ans par le biais d'une aide soumise à condition de ressource de 1000 à 3000 euros pour l'acquisition d'un véhicule consommant moins de 3l/100 km	1	1	1	1	1
Lancer un plan d'équipement d'isolation phoniques et thermique	3	3	3	3	3
Mener une vraie politique de la mer	1	1	1	1	1

# 33 MILLIARDS POUR RECONSTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS EN TOUS POINTS DU TERRITOIRE

## LES PRINCIPALES DÉPENSES CONCERNENT LES GRANDES CAUSES NATIONALES SUIVANTES :

- La famille (**5,5 milliards d'€ par an**) : retrouver un dynamisme démographique est crucial, aussi nous souhaitons créer un système de congé parental optionnel (2 milliards d'€), créer 250 000 places de crèche (1,5 Md/an), et revenir les politiques anti-familles des gouvernements Hollande et Macron.
- Garantir l'égalité des territoires avec plus de **8 milliards d'€** d'investissements supplémentaires pour nos territoires. Avec les subsides du fonds pour la relocalisation qui sont accordés en échange d'une implantation de nature à rééquilibrer notre territoire, ce sont plus de **10 milliards par an** qui seront octroyés à la ruralité.
- La santé des Français (**10 milliards d'€ par an**) : sauver l'hôpital, la médecine de ville, lutter contre les déserts médicaux, revaloriser la consultation généraliste, développer les maisons et les camions de santé lesquels apportent un local de soins dans des communes isolées géographiquement.
- Le Handicap (**4 milliards d'€ par an**) : aider à l'accessibilité, revaloriser les dispositifs fiscaux et reconnaître les aidants.
- Les salaires des enseignants (**4 milliards d'€ par an**)
- La dépendance (**10 milliards d'€ par an**) : Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidents de vivre dans de bonnes conditions. Le volet dépendance sera financé par la réallocation de l'intégralité de la CRDS.

en milliards d'euros	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<b>Rétablir le service public et assurer l'équilibre des territoires</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>33</b>
Faire de la famille une grande cause nationale	3,9	4,3	4,7	5,1	5,5
Construire 250 000 places de crèche	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Rétablir le quotient familial, les allocations familiales et la PAJE au niveau de 2012	2	2	2	2	2
Créer un système de congé parental optionnel, complémentaire aux congés maternité et paternité existants, paritaire et rémunéré : les couples se partageraient sur 3 ans – 9 mois chacun et 18 à se répartir – avec prise en charge par l'État à hauteur de 75% du SMIC net.	0,4	0,8	1,2	1,6	2,0
Former et permettre le bien-être des jeunes	0,8	1,4	1,6	1,8	2,0
Lancer le travail universel	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4
Donner accès à un crédit d'études ou de formations pour les jeunes ayant quitté tôt l'école	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Créer un pass'Sport pour tous les 6-18 ans	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Doubler le nombre d'étudiants boursiers	0,2	0,4	0,6	0,8	1
Garantir l'égalité des territoires	6,8	8,3	8,3	8,3	8,3
Equiper l'ensemble du territoire d'accès internet à très haut débit et en finir avec les zones blanches afin que les entreprises puissent s'installer partout (Plan très haut débit)	1	2,5	2,5	2,5	2,5
Créer un fonds d'intervention pour les territoires oubliés avec notamment des incitations fiscales à l'installation pour les entreprises	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Créer un fond de sauvegarde du patrimoine qui ouvre des déductions fiscales pour les dons aux communes de moins de 1 000 habitants	1	1	1	1	1
Renforcer les crédits d'entretien et de restauration du patrimoine	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Financer un billet d'avion AR pour les ultramarins à 500 euros et garantir la continuité du territoire	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Favoriser les investissements structurants pour l'éducation et l'emploi dans l'outre-mer	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Alléger la CSG et la CRDS pour les Français de l'étranger	1	1	1	1	1
Déployer un plan piscine à 1 €	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Reconstruire un système de soins d'excellence et accessible à tous	3,3	4,9	6,5	8,1	9,7
Créer un nouvel établissement de santé par département	1	2	3	4	5

	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
Créer, afin de mettre fin aux déserts médicaux, une bourse pour les étudiants en médecine en échange de laquelle ils s'engageront à s'installer dans une zone sous-dotée pendant leurs 5 premières années.	1	1	1	1	1
Doubler le nombre de lits de réanimation	0,5	1	1,5	2	2,5
Renforcer la prévention (recherche notamment sur le cancer de l'enfant, dispenser des cours de santé/bien être au collège et sensibiliser aux méfaits de la malbouffe et aux dangers de l'usage de drogues)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Eclater les ARS en directions départementales	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5
Reconstruire la médecine scolaire en doublant le nombre médecins, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales et revaloriser de 15% leurs salaires.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Faire du Handicap une grande cause nationale	3,2	3,4	3,6	3,8	4
Revaloriser l'AAH de 160 euros	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Investir pour l'accessibilité	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Accorder une part fiscale complète aux familles ayant un enfant en situation de handicap	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Exonérer de cotisations sociales patronales les entreprises embauchant un salarié reconnu travailleur handicapé avec un taux d'incapacité permanente supérieur à 50%, pour les deux premières années d'embauche	0,2	0,4	0,6	0,8	1
Reconnaître la place des aidants	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Revaloriser les salaires des professeurs en deux pans : 20% d'augmentation automatique pour tous les professeurs, et 20% supplémentaires en contrepartie d'heures de soutiens scolaires auprès des élèves en difficulté.	2	3	3	4	4
Faire de la dépendance une grande cause nationale financée par le redéploiement de la CRDS	8,7	9,4	10	10	10
Doter les EHPAD des moyens de fonctionnement permettant aux résidents de vivre dans de bonnes conditions	2	2	2	2	2
Créer 30 000 postes d'aides-soignants, assistants...	0,5	1	1,5	1,5	1,5
Diminuer la TVA sur les travaux d'aménagement visant à permettre aux personnes âgées de rester dans leur logement.	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5
Faire voter par le Parlement une grande loi de programmation pluriannuelle et muscler la cinquième branche dédiée à la dépendance	6	6	6	6	6



# 17 MILLIARDS POUR RECONSTRUIRE L'ETAT RÉGALIEN ET GARANTIR LA PUISSANCE DE LA FRANCE

La reconstruction de l'Etat Régalien et de la Justice coûtera 8 milliards d'euros la première année et 17 milliards à l'horizon 2027.

## LES PRINCIPALES DÉPENSES CONCERNENT LES MESURES SUIVANTES :

- Sanctuariser le budget de la Défense à 2,5% du PIB (soit + 10 Milliards d'€ à l'horizon 2027)
- Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice (5,6 Milliards par an à l'horizon 2027)
- Renforcer la Francophonie (1 Milliard/an) et consacrer 1% du budget à la culture

en milliards d'euros	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<b>Reconstruire l'Etat</b>	<b>7,8</b>	<b>11,9</b>	<b>14,0</b>	<b>16,1</b>	<b>16,7</b>
Sanctuariser le budget de la Défense à 2,5 % du PIB (équipement, second porte-avion, service national et embauche de 50 000 militaires)	4	6,6	8,1	9,6	10,1
Rétablir un service civique de 3 mois obligatoire au cours duquel les jeunes auront droit à 1 passage du permis de conduire.	1	1,5	1,5	1,5	1,5
Recruter 50 000 soldats sur la durée du quinquennat	0,5	1	1,5	2	2,5
Doubler le budget dédié au renseignement	1	1	1	1	1
Construire un deuxième porte-avion sur la durée du quinquennat	1	2	3	4	4
Moderniser les équipements des forces françaises (drones, frégates...)	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6
Révaloriser la condition militaire (formation, solde, hébergement)	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5
Renforcer les ministères de l'intérieur et de la Justice	3,4	4,3	4,9	5,5	5,6
Recruter 30 000 représentants des forces de l'ordre et 10 000 personnels administratifs.	0,8	1,3	1,6	1,9	2,0
Renforcer et moderniser les moyens matériels des policiers et gendarmes	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5
Créer 40 000 places de prison supplémentaires au cours du quinquennat	1,2	1,5	1,8	2,1	2,1
Renforcer la francophonie et notre diplomatie	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5
Valoriser notre patrimoine et retrouver une ambition culturelle	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5

**PARTIE 2**

**LES ÉCONOMIES  
FONDAMENTALES  
RÉALISÉES :**

AVOIR LE COURAGE  
DE RÉCUPÉRER L'ARGENT  
DES GASPILLAGES

# LES ÉCONOMIES FONDAMENTALES RÉALISÉES : AVOIR LE COURAGE DE RÉCUPÉRER L'ARGENT DES GASPILLAGES

## LES ÉCONOMIES PRINCIPALES DU PROJET DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN PROVIENNENT PRINCIPALEMENT DE TROIS GRANDES POLITIQUES :

- Les économies réalisées grâce au financement à 0% auprès de la Banque de France des déficits et des titres arrivés à échéances, soit 1 milliard la première année puis **5 milliards** à terme.
- La lutte contre les fraudes à la sécurité sociale qui nous permettra d'économiser 20 milliards d'€ par an, cette estimation constituant une fourchette plutôt basse des travaux d'estimation de ce type de fraude. Nous ajoutons l'arrêt des pompes aspirantes migratoires pour atteindre un chiffre global de **25,5 milliards d'€** par an à récupérer
- La récupération de l'excédent versé chaque année à l'Union Européenne, soit 8 Milliards par an.

en milliards d'euros	JUN 2022 MAI 2023	JUN 2023 MAI 2024	JUN 2024 MAI 2025	JUN 2025 MAI 2026	JUN 2026 MAI 2027
<b>Economies totales</b>	<b>32,50</b>	<b>53,00</b>	<b>55,00</b>	<b>55,00</b>	<b>55,00</b>
Economies générées par des emprunts à 0% auprès de la Banque de France	1	4	5	5	5
Lutte contre les fraudes à la sécurité sociale : fausses cartes vitales, faux documents d'identités, fraudes au RSA, aux fausses retraites à l'étranger	10,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Couper les pompes aspirantes migratoires et conditionner les aides sociales à 5 ans de travail légal pour tout étranger, supprimer l'AME, Lutter contre les fraudes aux mineurs isolés	2,0	5,5	5,5	5,5	5,5
Réduire notre contribution nette à l'Europe	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
Redéploiement de 150 000 fonctionnaires partant à la retraite	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
Passer en revue l'ensemble du portefeuille de médicaments remboursés	2	4	5	5	5
Arrêt des subventions aux éoliennes	2	4	4	4	4

## LES AUTRES ÉCONOMIES RÉALISÉES SERONT ASSURÉES PAR :

- La révision du portefeuille de médicaments aux effets incertains ou inexistants.
- L'arrêt de toutes subventions aux éoliennes.
- Le redéploiement de 150 000 postes de fonctionnaires partant à la retraite.

**PARTIE 3**

**RECETTES  
SUPPLÉMENTAIRES :**

GARANTIR LES  
RESSOURCES DE L'ÉTAT  
SANS PESER SUR  
L'ÉCONOMIE RÉELLE

# RECETTES SUPPLÉMENTAIRES :

## GARANTIR LES RESSOURCES DE L'ÉTAT SANS PESER SUR L'ÉCONOMIE RÉELLE

### LES RECETTES SUPPLÉMENTAIRES DU PROJET DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN PROVIENNENT PRINCIPALEMENT DE :

→ La lutte contre la fraude fiscale et la fraude à la TVA : nous avons pour objectif de récupérer à terme **30 milliards d'euros par an** sur les 40 à 60 milliards qui échappent au fisc chaque année.

### LES AUTRES RECETTES SUPPLÉMENTAIRES SERONT ASSURÉES PAR :

→ La taxe sur l'exploitation des données (1Md dès 2022, 5 Milliards d'€ à terme).

→ La taxe anti-dumping sur les produits ne respectant pas nos normes sociales et fiscales (4 Milliards d'€ par an).

→ L'impôt sur le bénéfice consolidé des multinationales au prorata de leur CA réalisé en France (10 milliards d'€ par an).

Nous intégrons également les gains de cotisations et de fiscalité permis par la relance de la croissance et 2 millions d'emplois supplémentaires : dans le détail, nous prenons comme hypothèse qu'un point de croissance équivaut à 10 milliards de recettes fiscales supplémentaires. Notre plan de relance vise à créer 2 millions d'emplois en 5 ans, soit 400 000 nouveaux cotisants par an.

<i>en milliards d'euros</i>	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<b>Recettes supplémentaires totales</b>	<b>16,37</b>	<b>26,37</b>	<b>38,37</b>	<b>45,37</b>	<b>50,37</b>
Lutter contre la grande fraude fiscale et la fraude à la TVA	6,4	13,4	21,4	27,4	31,4
Éradiquer les escroqueries à la TVA	4,00	8,00	12,00	16,00	20,00
Cesser unilatéralement d'appliquer la directive travailleurs détachés	0,37	0,37	0,37	0,37	0,37
Lutter contre la grande fraude aux cotisations sociales	2	5	9	11	11
Imposer le bénéfice consolidé des multinationales au prorata du chiffre d'affaire réalisé dans le pays (Accord OCDE)	5,0	7,0	10,0	10,0	10,0
Recettes liées à une taxe anti-dumping	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
Taxe sur l'exploitation des données personnelles	1,0	2,0	3,0	4,0	5,0

<i>en milliards d'euros</i>	JUIN 2022 MAI 2023	JUIN 2023 MAI 2024	JUIN 2024 MAI 2025	JUIN 2025 MAI 2026	JUIN 2026 MAI 2027
<b>Recette supplémentaires prévisibles liées à la reprise</b>	<b>45</b>	<b>40</b>	<b>45</b>	<b>51</b>	<b>57</b>
Recettes liées aux cotisations sociales supplémentaires	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0
Recettes liées à la relance économique	40,0	30,0	30,0	31,0	32,0

NOTRE PROGRAMME EST INTÉGRALEMENT FINANCÉ  
PAR LA FIN DES GASPILLAGES. LES NOUVELLES RECETTES  
LIÉES À LA CROISSANCE SERONT AFFECTÉES  
AU DÉSENETTEMENT.

## **PARTIE 4**

# **RELANCER LA CROISSANCE**

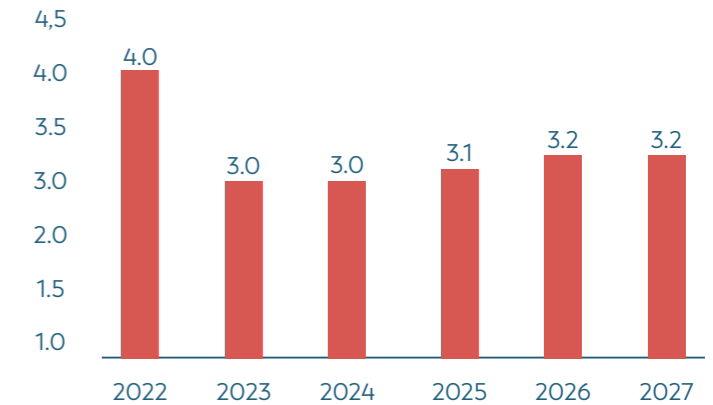
ET ÉTABLIR  
LES ÉQUILIBRES  
BUDGÉTAIRES  
ET FISCAUX

La branche Dépendance (dotée de 10 Mds d'€) sera financée par une réallocation de la CRDS.

- Recettes supplémentaires prévisibles liées à la reprise
- Recettes liées aux cotisations sociales supplémentaires (25 Mds)
- Recettes liées à la relance économique (32 Mds)

	AMBITIONS	POSTE DE DÉPENSE	RECETTES / ÉCONOMIES
<b>POUR FINANCER</b>	<b>Récompenser le travail et augmenter le pouvoir d'achat - 30 MDS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 20 Mds de hausse du pouvoir d'achat</li> <li>→ 4 Mds de baisse de charges supplémentaires</li> <li>→ 6 Mds de baisses d'impôts</li> <li>→ 2,5 Mds pour alléger la pression fiscale sur nos anciens</li> <li>→ 2 Mds d'allègement pour les successions et donations</li> <li>→ 1,5 Mds pour faciliter l'accès à la propriété</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Lutte contre les fraudes à la carte vitale (20 Mds)</li> <li>→ Arrêt des subventions aux éoliennes (4 Mds)</li> <li>→ Economie sur la contribution nette au budget de l'UE (8 Mds)</li> </ul>
<b>POUR FINANCER</b>	<b>Produire en France et faire de notre pays une terre d'emploi et d'innovation - 25 MDS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 7 Mds pour la recherche et l'écologie</li> <li>→ 15,5 Mds pour baisser les impôts et charges pour les entreprises qui produisent en France</li> <li>→ 2,5 Mds pour nos agriculteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Lutte contre la concurrence déloyale - taxes anti-dumping, sur l'exploitation des données, impôt sur les bénéfices des multinationales (19 Mds)</li> <li>→ Gestion rigoureuse de la charge de la dette (5 Mds)</li> </ul>
<b>POUR FINANCER</b>	<b>Rétablir les services publics et assurer l'équilibre des territoires - 33 MDS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 10 Mds pour la santé</li> <li>→ 8 Mds pour l'équilibre du territoire</li> <li>→ 4 Mds pour le handicap</li> <li>→ 5 Mds pour la famille</li> <li>→ 2 Mds pour donner un coup de pouce aux jeunes</li> <li>→ 4 Mds pour revaloriser les salaires des enseignants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Lutte contre les escroqueries à la TVA (20 Mds)</li> <li>→ Passer en revue l'ensemble du portefeuille de médicaments (5Mds)</li> <li>→ Redéployer 150 000 fonctionnaires partant à la retraite (7,5 Mds)</li> </ul>
<b>POUR FINANCER</b>	<b>Reconstruire l'Etat - 17 MDS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 10 Mds pour la Défense</li> <li>→ 6 Mds pour la sécurité et la justice,</li> <li>→ 1 Mds pour la Francophonie et le patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Lutter contre la grande fraude aux cotisations sociale (11 Mds)</li> <li>→ Arrêt des pompes aspirantes migratoires (5,5 Mds)</li> </ul>
<b>TOTAL</b>		<b>105 MDS</b>	<b>105 MDS</b>

**TAUX DE CROISSANCE**  
2022 - 2027



Les mesures radicales prises pour réaliser d'importantes économies et faire rentrer des recettes qui ne pèsent pas sur les forces vives dès le début du quinquennat permettent d'amorcer dès 2023 la réduction des déficits publics, frôlant les -3% en 2027.

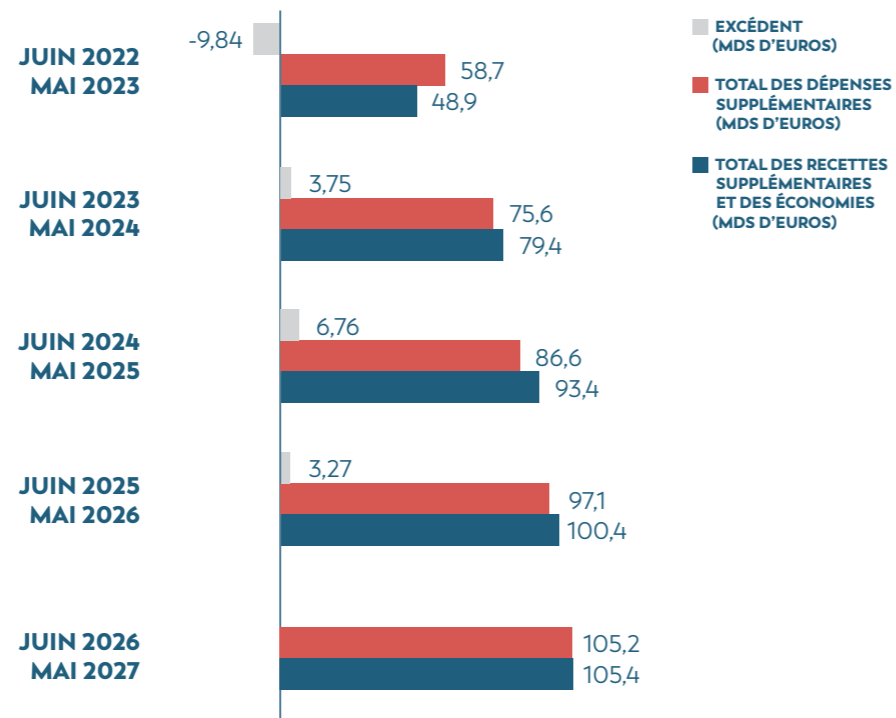
Une gestion rigoureuse des dépenses publiques puis les effets positifs des mesures prises en faveur de la croissance rendent possible un rétablissement progressif de l'équilibre des comptes de l'Etat, notamment une baisse importante de la dette à partir de 2023, qui chute de 18 points sur le quinquennat.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Croissance en volume (%)</b>	6,0	4,0	3,0	3,0	3,1	3,2	3,2
<b>Ratio dépense publique/PIB</b>	60 %	55,6%	46,9%	45,7%	44,6%	43,6%	42,4%
<b>Ratio Déficit public/PIB</b>	-3,3%	-5,7%	-5,6%	-4,9%	-4,1%	-3,4%	-3,1%
<b>Ratio Dette publique/PIB</b>	116 %	114 %	109 %	106 %	102 %	99 %	96 %
<b>PIB (Mds euros)</b>	2452	2588	2666	2746	2831	2921	3015
<b>Dette public (Mds euros)</b>	2835	2911	2908	2899	2900	2903	2904
<b>Dépenses publiques (Mds euros)</b>	1227	1251	1251	1254	1264	1273	1277
<b>Recettes Etat (Mds euros)</b>	301	314	322	333	343	349	351
<b>Dépenses Etat (Mds euros)</b>	495	462	471	468	458	449	445
<b>Deficit de l'Etat (Mds euros)</b>	-194	-148	-148	-135	-115	-100	-93

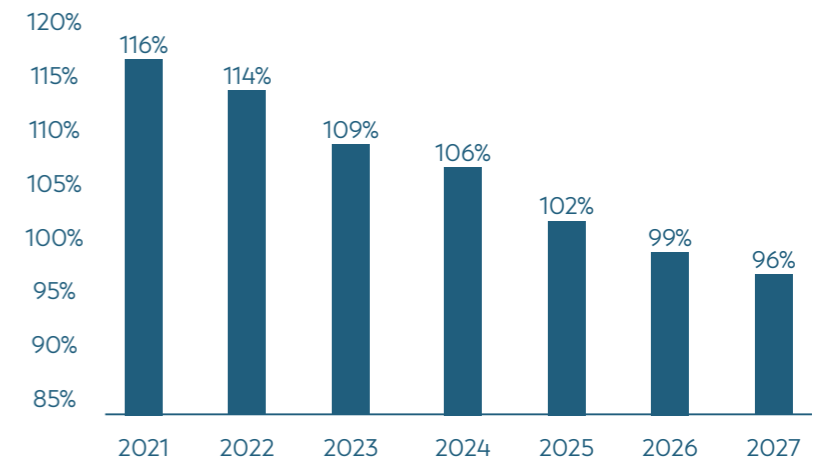
**DES DÉPENSES NOUVELLES COUVERTES PAR LES NOUVELLES RECETTES ET LES PRINCIPALES ÉCONOMIES RÉALISÉES ; UN EXCÉDENT CROISSANT CHAQUE ANNÉE.**

**REPRISE EN MAIN PROGRESSIVE ET EFFICACE DE L'ENDETTEMENT, QUI CHUTE DE 18 POINTS SANS RIEN SACRIFIER AUX INVESTISSEMENTS D'AVENIR.**

**COUVERTURE DÉPENSES / RECETTES NOUVELLES**



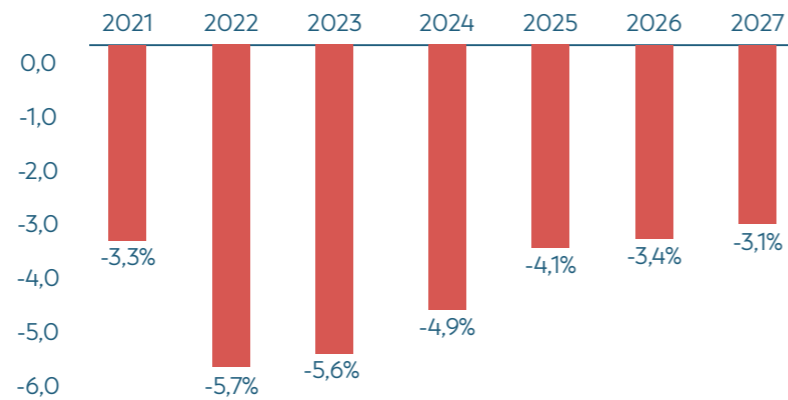
**RATIO DETTE PUBLIQUE / PIB**



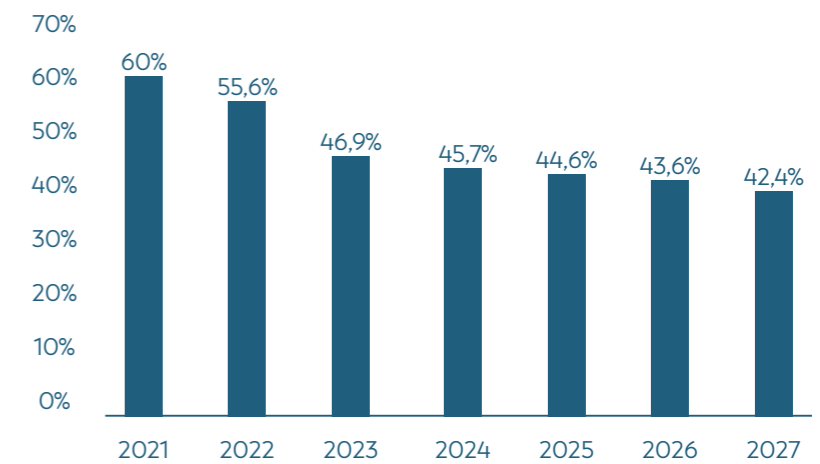
**MAITRISE DU POIDS DES DÉPENSES PUBLIQUES PAR RAPPORT AU PIB**

**LE DÉFICIT PUBLIC S'APPROCHE DES 3% DU PIB EN 2027**

**RATIO DÉFICIT PUBLIC / PIB**



**RATIO DÉPENSE PUBLIQUE / PIB**





**PARTIE 5**  
**ANNEXE**

# POURQUOI ET COMMENT MONÉTISER LA DETTE

Depuis la loi de 1973, l'État ne peut plus emprunter directement auprès de la Banque de France pour financer son déficit. Le Traité de Maastricht puis la mise en place de l'Euro ont confirmé cette interdiction, l'État français ne pouvant pas non plus se financer directement auprès de la Banque Centrale Européenne.

Depuis 40 ans, les banques centrales créent de l'argent qu'elles prêtent à des banques privées qui à leur tour prêtent des fonds à l'Etat, empochant au passage un intérêt supplémentaire substantiel. Depuis les décisions prises par la BCE au lendemain de la crise économique de 2008/2009, les banques privées obtiennent des prêts à des taux dérisoires voire à 0% qu'elles prêtent à leur tour aux Etats, notamment la France, avec intérêts.

Depuis 1973, la France paie donc des intérêts indus qui nourrissent les bénéfices des banques privées. Ce système aberrant a considérablement fragilisé les finances publiques et donné un rôle politique dramatique aux banques privées. En effet, pour payer des intérêts importants sans dégrader le service public ou la solidarité nationale, les Etats doivent finalement emprunter toujours plus pour rembourser leur dette ! En 2012, Michel Rocard lui-même avait indiqué que sans la loi de 1973, la dette publique de la France représenterait non pas 96% mais 16% seulement du PIB !

Aussi, il faut dénoncer la loi de 1973 et autoriser à nouveau l'Etat à emprunter à 0% auprès de la Banque de France pour des montants raisonnables et encadrés. D'autres pays comme les Etats-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni ont emprunté cette voie de bon sens.

**NICOLAS  
DUPONT  
AIGNAN**  
2022

**2022NDA.fr**